



## Le rôle criminel de Washington dans la guerre anti-tamoule de l'Etat sri lankais

Par [Keith Jones](#)

Mondialisation.ca, 16 janvier 2009

[WSWS](#) 16 janvier 2009

Région : [Asie](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)



Mercredi dernier, l'ambassade des Etats-Unis à Colombo a publié un communiqué qui saluait les récentes victoires de l'Etat sri lankais dans la guerre contre les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) en demandant instamment au gouvernement du Sri Lanka et à l'armée d'engager l'annihilation du LTTE. Le passage clé du texte disait : « Les Etats-Unis ne recommandent pas que le gouvernement sri lankais négocie avec le LTTE, un groupe classé par les Etats-Unis comme organisation terroriste étrangère depuis 1997. »

Dans les heures qui ont suivi le refus officiel de Washington d'appuyer un accord négocié de la guerre civile qui dure depuis 25 ans, le gouvernement sri lankais interdisait le LTTE.

L'Etat sri lankais s'arroge à présent le droit de prononcer des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 20 ans pour tous ceux qu'il accuse de « soutenir » le LTTE. Depuis la reprise des offensives contre cette organisation en 2006, le gouvernement et l'armée portent cette accusation contre pratiquement toute personne qui est opposée à la guerre ou même contre la politique socio-économique droitière du gouvernement, en incluant des socialistes et des ouvriers grévistes et l'Alliance nationale tamoule, un groupe parlementaire qui comprend une vingtaine de personnes et qui considère que le LTTE est le seul représentant légitime des Tamouls dans les négociations avec le gouvernement.

Colombo avait précédemment déclaré l'organisation illégale, mais avait levé l'interdiction en 2002 quand une trêve avait été déclarée et que l'Etat sri lankais et le LTTE avaient accepté d'entamer des pourparlers de paix.

Le court intervalle de temps qui s'est déroulé la semaine passée entre le refus des Etats-Unis du « processus de paix » et l'interdiction du LTTE par le gouvernement de Colombo illustre le rôle criminel joué par Washington, à la fois comme instigateur et facilitateur, dans la guerre communautariste générée par l'élite bourgeoise cinghalaise de Sri Lanka.

Washington avait encouragé Colombo à reprendre la guerre civile en 2006 et avait aidé et soutenu chaque étape de l'avance sanglante de l'armée sri lankaise. La nouvelle prouesse de l'armée du Sri Lanka est due presque entièrement au soutien qu'elle a reçu de directement Washington ou de ses alliés clés.

Le Pentagone admet avoir fourni aux troupes sri lankaises un entraînement au niveau de la contre-insurrection et du renseignement ainsi que des armements « non mortels ». Ces derniers comprennent un équipement radar pour la navigation maritime qui a permis à

Colombo de perturber des routes d'approvisionnement clé du LTTE en provenance de l'Inde. Entre-temps, Israël et le Pakistan dont les gouvernements et les armées sont des partenaires étroits des Etats-Unis ont fourni à l'armée sri lankaise un vaste arsenal de technologie sophistiquée.

La pression exercée par les Etats-Unis a été décisive pour persuader le Canada, les Etats de l'Union européenne et les autres pays à proscrire le LTTE. Ces interdictions ont privé le LTTE du soutien financier émanant des centaines de milliers de Tamouls qui ont été chassés de leur pays par la guerre civile.

En janvier 2006, quelques semaines seulement après qu'un nouveau gouvernement eut pris le pouvoir à Colombo en critiquant les concessions antérieures et prétendument excessives faites au LTTE, l'ambassadeur américain, Jeffrey Lunstead, a mis en garde le LTTE que s'il n'acceptait pas rapidement un accord conformément aux termes de Colombo il aurait à faire face à « une armée sri lankaise plus forte, plus capable et plus déterminée. »

Pour lever toute équivoque, Lundstead a ajouté : « De par notre entraînement militaire et nos programmes d'aide, y compris les efforts relatifs aux initiatives contre-terroristes et au blocage des transactions financières illégales, nous aidons à façonner la capacité du gouvernement sri lankais à protéger la population et à défendre ses intérêts. »

L'échange de bons procédés pour ce soutien a été un Accord d'acquisition et des services (Acquisition and Cross-Servicing Agreement, ACSA) qui a été signé en mars 2007 et permettant aux navires de guerre et aux avions américains d'utiliser les installations sri lankaises.

Mercredi dernier l'ambassade des Etats-Unis rejoignait Washington et le pouvoir cinghalais en place pour porter aux nues la « libération » de Kilinochchi, la ville qui des décennies durant a été la capitale de l'enclave contrôlée par le LTTE dans certaines parties du nord et de l'est de l'île.

La réalité est que l'offensive militaire sri lankaise dont le fer de lance avait été un bombardement aérien aveugle et des tirs de barrage d'artillerie, avait produit un désastre humain. Quelque 300.000 personnes étaient devenues des réfugiés. Nombre d'entre eux sont à présent menacés de famine et de maladie parce que le gouvernement de Sri Lanka, après avoir ordonné en septembre au personnel humanitaire de quitter la région contrôlée, a systématiquement bloqué toutes les livraisons de matériel de secours.

Human Rights Watch, une organisation hostile au LTTE, a condamné les autorités de Sri Lanka pour avoir emprisonné et maintenu à ce jour dans des camps de concentration « presque tous » les Tamouls civils ethniques qu'elles avaient « libérés » il y a dix mois depuis le lancement de leur offensive dans la région.

Tout comme dans le cas de l'attaque du gouvernement israélien contre Gaza, Washington et les médias occidentaux ont systématiquement déformé l'histoire de la guerre civile au Sri Lanka en dénonçant les victimes de la répression comme étant les agresseurs et les terroristes, tout en excusant de façon cynique, voire même en le célébrant, le terrorisme d'Etat qui vise à maintenir l'oppression de la population.

Ce n'est pas une justification de la politique petite bourgeoise nationaliste du LTTE que de reconnaître que la guerre civile au Sri Lanka était le résultat d'une oppression grandissante

de la minorité tamoule de l'île par la bourgeoisie cinghalaise durant de longues décennies et que la guerre a été menée par les gouvernements successifs dans le but de préserver le pouvoir et les privilèges de l'élite cinghalaise.

Incapable de fournir une quelconque solution progressiste à l'héritage de l'arriération laissée par le colonialisme et la poursuite de la domination impérialiste, la bourgeoisie cinghalaise, a attisé dès le début de la naissance de l'Etat sri lankais le chauvinisme anti-tamoul dans le but de diviser la classe ouvrière et de développer une base sociale à son régime.

Dès l'indépendance en 1948, la bourgeoisie cinghalaise a privé de leurs droits de citoyenneté les travailleurs des plantations de langue tamoule, la plus vaste section et l'une des plus combattives de la classe ouvrière. Moins d'une décennie plus tard, le cinghalais était déclaré la seule langue officielle de l'Etat. Dans les années 1970, le bouddhisme fut déclaré religion d'Etat alors que les Tamouls sont hindous, chrétiens et musulmans, et des quotas discriminatoires furent instaurés pour limiter l'accès des Tamouls aux universités. En 1983, trois ans après avoir brisé la grève générale qui avait défié son virage néolibéral vers une stratégie de croissance fondée sur les exportations, le gouvernement sri lankais attisait les pogroms contre la minorité tamoule.

De manière similaire, ce fut l'Etat sri lankais qui prit l'initiative en 2006 de relancer la guerre civile après avoir profité, avec l'aide de Washington, du « processus de paix » pour se réarmer. La mentalité de l'*establishment* cinghalais est parfaitement illustrée par une interview que le commandant de l'armée, le général de division Sarath Fonseka, a accordée en septembre dernier à un journal canadien. « Je suis persuadé, » a dit Fonseka, « que ce pays appartient aux Cinghalais. En formant la majorité du pays, avec 75 pour cent, nous ne céderons jamais et nous avons le droit de protéger ce pays. Ils [les minorités] peuvent vivre avec nous dans ce pays. Mais ils ne doivent pas essayer, sous prétexte d'être une minorité, de réclamer des choses indues. »

A tous les égards, la guerre civile sri lankaise qui dure depuis 25 ans est un désastre pour le peuple de Sri Lanka, Cinghalais et Tamouls. Plus de 70 000 personnes ont été tués dans un pays qui compte à peine 19 millions d'habitants. Au moins 800 000 Tamouls ont fui l'île et un demi-million d'autres ont été déplacés à l'intérieur, si bien qu'un tiers de l'ensemble de la population tamoule a été déracinée. Le développement économique de l'île a pris un retard de plusieurs décennies en raison de la dévastation causée par la guerre et des milliards gaspillés pour la mener. Les dépenses de l'armée s'élèvent actuellement à 17 pour cent du budget national.

La guerre a maintes fois été invoquée pour exiger de nouvelles séries de sacrifices de la classe ouvrière et pour justifier la suppression des droits démocratiques. Les disparitions et les assassinats politiques sont devenus une routine. Le parlement devient de plus en plus une façade derrière laquelle se cachent une petite cabale de politiciens, la famille Rajapakse et sa suite, et l'armée, pour diriger le pays.

Après la victoire « historique » de l'Etat sri lankais sur Kilinochchi, le président Mahinda Rajapakse a mis clairement en garde la population qu'elle devra encore faire d'autres « sacrifices ». De plus, le gouvernement a imposé une interdiction radicale et rapide du LTTE et le rédacteur en chef d'un journal d'opposition en vue a été assassiné.

Le soutien impudent que Washington accorde à une guerre d'extermination contre le LTTE,

une organisation qui était apparue comme un mouvement de masse suite à la persécution communautariste du peuple tamoul par l'Etat de Sri Lanka, est un exemple effrayant de plus de l'acceptation de la guerre et de l'attitude réactionnaire adoptée de par le globe par l'élite américaine.

La classe ouvrière internationale doit s'opposer aux efforts entrepris par Washington et Colombo pour éradiquer le LTTE en renforcer ainsi l'Etat réactionnaire de Sri Lanka et sa poursuite de la répression des Tamouls et de la classe ouvrière. Ceci implique qu'aucun soutien ne soit accordé à la politique du LTTE.

C'est pour cette perspective socialiste internationale que lutte le Parti de l'égalité socialiste de Sri Lanka. Dans une déclaration du SEP (Sri Lanka) qui annonçait sa participation aux prochaines élections municipales régionales on pouvait lire : « En opposition à tous les autres partis politiques, les candidats du SEP s'opposeront catégoriquement à la guerre qui est faite par le président Mahinda Rajapakse et son gouvernement, contre le mouvement des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) en exigeant le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes du nord et de l'est du pays. »

« Il ne s'agit pas d'une guerre de libération ou d'une guerre contre le terrorisme, mais d'une guerre pour asseoir le pouvoir et les privilèges de l'élite dirigeante cinghalaise par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière, Cinghalais, Tamouls et musulmans pareillement. Le SEP en appelle à tous les travailleurs pour rejeter définitivement le poison diviseur de la politique communautariste pour s'unir sur la base d'un programme socialiste dans une lutte en faveur de leurs intérêts de classe communs. »

La déclaration du SEP continue en disant, « La guerre au Sri Lanka n'est que l'exemple le plus net de l'incapacité de la classe capitaliste dans l'ensemble de la région à résoudre les tâches les plus démocratiques et nationales. Durant des décennies, les différences religieuses, ethniques et linguistiques ont été exploitées pour diviser la classe ouvrière et étayer le régime bourgeois, en créant un désastre pour des dizaines de millions de gens ordinaires. Une fois de plus, l'Inde et le Pakistan battent le tambour de la guerre, suite aux atrocités commises à Mumbai. En prenant position contre le communautarisme ethnique et religieux et le militarisme, les travailleurs sri lankais montreront à la classe ouvrière de par l'Asie du Sud la voie pour aller de l'avant. »

Article original, WSWS, paru le 12 janvier 2009.

© WSWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)  
Copyright © [Keith Jones](#), [WSWS](#), 2009

---

Articles Par : [Keith Jones](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)